

# **Loi (9334)**

## **ouvrant un crédit d'investissement de 1 400 000 F pour l'extension de l'infrastructure bureautique de la police**

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève décrète ce qui suit :

### **Art. 1 Crédit d'investissement**

Un crédit de 1 400 000 F (y compris TVA et renchérissement) est ouvert au Conseil d'Etat pour l'extension de l'infrastructure bureautique de la police.

Il se décompose de la manière suivante :

Matériel et logiciels	1 240 000 F
Prestations de tiers	<u>160 000 F</u>
Total	1 400 000 F

### **Art. 2 Budget d'investissement**

Ce crédit est réparti en tranches annuelles inscrites au budget d'investissement dès 2004, sous la rubrique 17.00.00.506.36.

### **Art. 3 Financement et charges financières**

Le financement de ce crédit est assuré, au besoin, par le recours à l'emprunt dans le cadre du volume d'investissement « nets-nets » fixé par le Conseil d'Etat, dont les charges financières en intérêts et en amortissements sont à couvrir par l'impôt.

### **Art. 4 Amortissement**

L'amortissement de l'investissement est calculé chaque année sur la valeur d'acquisition (ou initiale) selon la méthode linéaire et est porté au compte de fonctionnement.

### **Art. 5 Loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat**

La présente loi est soumise aux dispositions de la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat de Genève, du 7 octobre 1993.